

Morgan, W.B. and R.J.C. Munton (1971) *Agricultural Geography*. London, Methuen & Co Ltd. 175 p.

Luc Bureau

Volume 17, numéro 41, 1973

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021127ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021127ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bureau, L. (1973). Compte rendu de [Morgan, W.B. and R.J.C. Munton (1971) *Agricultural Geography*. London, Methuen & Co Ltd. 175 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 17(41), 358–361. <https://doi.org/10.7202/021127ar>

MORGAN, W.B. and R.J.C. MUNTON (1971) **Agricultural Geography**. London, Methuen & Co Ltd. 175 p.

L'analyse des schémas spatiaux des activités agricoles constitue l'un des thèmes les plus anciens et les plus fortement implantés de la géographie humaine. En dépit de cet intérêt précoce, le progrès dans le développement d'une théorie générale de localisation agricole a été lent. Obsessionnellement préoccupés par des explications dérivées de l'environnement physique, les géographes agricoles d'avant les années '50 ont négligé ou ignoré la pertinence des concepts et des principes socio-économiques ; leur compréhension du rôle des facteurs physiques dans la distribution des activités agricoles a été largement handicapée par cette approche unilatérale. On peut dès lors alléguer qu'une théorie de localisation agricole pourrait être développée avec plus de succès par d'autres disciplines. Cependant, si nous abandonnons le développement de cette théorie aux économistes, aux sociologues ou aux botanistes, le risque est grand que nous ne parvenions pas à une compréhension adéquate de la localisation des cultures et de l'élevage, car peu d'économistes, en dépit des travaux de von Thünen et de ses successeurs, et encore moins de sociologues et de biologistes, se sont intéressés aux problèmes de localisation. Voilà l'essentiel des idées que nous retrouvons dans l'introduction de cet ouvrage.

Partant de ces quelques réflexions, les auteurs d'*Agricultural Geography* posent, dans un premier chapitre, le problème épineux de la nature même de la géographie agricole. Oubliant les nombreux désaccords chez les chercheurs quant aux objectifs de la géographie agricole, Morgan et Munton se prononcent péremptoirement pour l'intégration de celle-ci à la géographie économique. Science économique, elle se doit d'utiliser les concepts et les principes fondamentaux de l'économie, mais avec une préoccupation spéciale qui est celle de la localisation.

En dépit de certains progrès techniques, le processus de production agricole est essentiellement biologique. Le facteur « temps » y a donc une importance majeure : rythmes saisonniers et non-saisonniers, cycle de production, changements périodiques. L'unité d'exploitation est un système économique et écologique planifié ; l'étude de la localisation de n'importe quelle entreprise agricole doit tenir compte de ces deux composantes du système. De plus, tout système régional de production agricole et d'échange dépend des relations fonctionnelles entre les systèmes individuels des unités de production. Le problème des agriculteurs, aussi bien que celui du chercheur, est de séparer pour fins d'étude ou de mesure les parties du système qui, dans des conditions normales, sont intimement liées et en relations réciproques (Chapitre 2).

Pour faire fonctionner son entreprise, l'agriculteur prend des décisions de nature très variée : orientation de sa production, répartition de ses ressources en capital, décision de différer la vente d'un animal, de s'assurer les soins du vétérinaire, etc. Aussi variées qu'elles le sont, ces décisions peuvent être ramenées à deux types fondamentaux : les décisions ayant trait à la politique générale de l'entreprise et à son cheminement dans le temps, les décisions de routine liées à l'organisation quotidienne du travail. Tout schéma d'utilisation du sol traduit ces deux types de décisions qui sont fondamentalement liées aux objectifs mêmes de l'agriculteur : bien-être physique, considération sociale, motivation idéologique. Les géographes économiques se sont grandement (sinon exclusivement) intéressés aux décisions ayant trait au bien-être de l'agriculteur concrétisé par la maximisation de son profit. Mais cette hypothèse de la maximisation du profit a fait l'objet de critiques sévères (Simon 1959) ; c'est pourquoi certains lui préfèrent celle de la « satisfaction » qui tient compte des désirs de l'agriculteur pour un revenu satisfaisant, des temps de loisirs, et une certaine considération sociale, au détriment d'objectifs purement économique (Chapitre 3).

Le quatrième chapitre de cet ouvrage traite des relations entre l'activité agricole et l'environnement physique. Toute tentative de description individuelle des divers aspects de l'environnement physique risque fort de sous-estimer leur interdépendance et d'être incomplète. De plus, l'influence d'un facteur individuel sur l'agriculture, ou même de

l'ensemble des facteurs, ne peut avoir de signification en dehors d'un système donné de production. Ainsi, toute discussion sur le risque de gel n'offre que peu de valeur à moins que ce risque ne soit relié à une entreprise particulière, à une date spécifique et dans une zone donnée. Conséquemment, c'est en termes de caractéristiques écologiques majeures que l'on peut faire ressortir de la meilleure façon les grands traits de l'environnement physique. Le concept d'écosystème a été utilisé avec profit comme approche à l'analyse des schémas spatiaux d'utilisation du sol et des systèmes agricoles. Les études effectuées dans les régions dites sous-développées ont révélé un haut degré de perception écologique de la part des agriculteurs indigènes, alors que les sociétés agricoles plus avancées, dans la recherche d'un plus grand profit, ont souvent fait preuve d'une déficience lamentable de cette même perception. Les études menées sur la perception de l'environnement représentent une contribution essentielle dans la compréhension du problème de l'utilisation ou de la mise en valeur des ressources.

Malgré les difficultés qu'éprouvent les économistes à définir opérationnellement les facteurs de production agricole, le chapitre cinq de l'ouvrage tente d'évaluer à titre provisoire le poids des principaux facteurs de production : la terre, le capital et le travail. La terre et le travail sont communs à tous les systèmes agricoles. Dans une économie de subsistance le capital peut être, à toute fin pratique, négligé ; dans une économie commerciale avancée son importance relative tend à estomper celle des autres facteurs. Cependant, un grand nombre de problèmes associés au sous-emploi de la main-d'œuvre, au morcellement de la propriété et à la pénurie de capitaux se posent d'une façon alarmante aux pays sous-développés ou surpeuplés.

Une utilisation plus efficace des facteurs fixes de production peut être atteinte par une augmentation des activités de l'entreprise. Il est de l'intérêt financier de l'agriculteur de déterminer l'échelle d'activités qui maximisera son profit. Dans le cadre de l'industrialisation de l'agriculture on reconnaît deux types d'économies d'échelle : économie d'échelle interne (provenant de l'intérieur de l'entreprise) et économie d'échelle externe (de l'extérieur de l'entreprise). Les économies externes ont été négligées par les géographes agricoles qui se sont plutôt intéressés à l'organisation interne de l'entreprise. Les inconvénients de la petite entreprise ont été bien analysés : appareil de production rigide entraînant des charges fixes trop élevées, inévitable gaspillage de la main-d'œuvre et de la machinerie. Les recherches portant sur la taille optimum de l'exploitation se sont cependant révélées peu fructueuses ; d'autant plus que ce qui semble un optimum économique peut être socialement inacceptable (Chapitre 6).

En dépit de l'émergence, tant en Europe qu'en Amérique du Nord, des agriculteurs à temps-partiel et des « hobby-farmers » ayant des intérêts ailleurs que dans leurs exploitations, malgré aussi la tendance chez plusieurs agriculteurs à se lancer dans certains types de production plus ou moins rentables, le marché n'en demeure pas moins l'un des facteurs les plus puissants de localisation des activités agricoles. À cause du très grand nombre de petites unités de production, les agriculteurs ont malheureusement tendance à saturer le marché de leurs produits, provoquant ainsi une chute des prix et de maigres profits. Il ne faut pas oublier, qu'à l'exception des cas de dumping, les marchés des denrées agricoles sont généralement sous le contrôle des acheteurs plutôt que des vendeurs. L'analyse des forces centripètes exercées par les marchés ont amené certains chercheurs à la construction de modèles de localisation des activités agricoles. À cet égard, l'œuvre de von Thünen représente une des premières tentatives d'explication scientifique de la diversité dans l'arrangement spatial des types et des systèmes de cultures en fonction de la distance du marché. Ce modèle a soulevé l'intérêt des économistes et des géographes : certains pour le critiquer et le répudier, d'autres pour prouver son applicabilité à diverses échelles (Chapitre 7).

Un autre facteur déterminant dans l'arrangement spatial de l'agriculture est lié aux politiques gouvernementales. Plusieurs gouvernements mettent l'accent sur l'auto-suffisance en matière agricole ; ils attachent à celle-ci un certain prestige et une valeur stratégique (ex: le Kennedy Round). Au niveau de la ferme le gouvernement peut limiter

la liberté de l'agriculteur dans le choix et dans l'extension de son système de cultures : contingentement de la production ou des surfaces cultivées. En dépit du fait que les agriculteurs bénéficient financièrement, du moins à long terme, de l'action gouvernementale, ce n'est qu'avec beaucoup d'appréhension qu'ils envisagent celle-ci. Selon le niveau de développement de l'agriculture dans chaque pays, les objectifs poursuivis par les gouvernements sont sensiblement différents, allant de l'exhortation à produire plus dans les pays en voie de développement à celle de produire moins dans les pays fortement industrialisés (Chapitre 8).

La détermination des différents schémas d'activités agricoles implique une solution appropriée au difficile problème de la collecte des données et de leur classification. D'immenses efforts de classification n'aboutissent souvent qu'à des résultats médiocres, dissimulant plus de faits qu'ils n'en révèlent. La collecte des données originales par les géographes agricoles se fait au niveau de la ferme ou des parcelles d'exploitation. Ceci suppose un travail long et ardu ; c'est pourquoi on procède le plus souvent par des études de cas-types de fermes supposément représentatives. Cette méthode est utile pour illustrer les relations au niveau des entreprises individuelles, mais n'a qu'une valeur limitée ou nulle au niveau de la généralisation. L'enquête par échantillonnage, en sacrifiant des détails parfois illuminants obtenus par des études de cas représentatifs, permet cependant certaines généralisations. En somme l'idéal est d'utiliser les deux méthodes. Quant aux données officielles des recensements elles ne sont que rarement disponibles au niveau de l'entreprise individuelle. Certains prétendent que même si elles l'étaient, elles n'amélioreraient guère notre capacité d'explication des schémas agricoles car elles ne font qu'aligner des informations, sans essayer de saisir les motivations profondes de l'agriculteur (Chapitre 9).

Le dernier chapitre de *Agricultural Geography* fait ressortir les failles et les ambiguïtés inhérentes à la délimitation des régions agricoles. En pratique ces régions sont délimitées en fonction d'une « dominance » locale d'entreprises données ou de types de fermes. Les résultats ainsi obtenus masquent souvent des variations considérables de pratiques agricoles qui peuvent être extrêmement importantes à la compréhension des schémas agricoles. Ce problème provient du fait qu'un grand nombre de géographes ont traditionnellement pensé que l'« intégration » ou la « synthèse » des phénomènes géographiques existent dans la réalité. Il n'est donc pas surprenant que la plupart des géographes agricoles se sont intéressés jusqu'ici à des problèmes de définition régionale habituellement à caractère général, plutôt qu'à la solution des problèmes de localisation agricole. En conséquence peu de leurs travaux ont servi à la solution de problèmes spécifiquement agricoles. Morgan et Munton résument leur approche du problème de la localisation des activités agricoles par cette phrase : « Although our approach to agriculture is areal or locational, and our methods deal mainly with areal or locational definitions and measurement, nevertheless we are dealing essentially not with areas but with the elements of agricultural systems ».

Nous avons tenu à donner un résumé relativement substantiel de l'étude de Morgan et Munton car celle-ci représente un effort d'analyse systématique des divers facteurs qui déterminent la localisation des activités agricoles. Tout au cours de la lecture, nous sommes constamment mis en garde contre les généralisations ou les conclusions hâtives dépourvues de toute correspondance avec la réalité. On y découvre ainsi la faiblesse des explications causales brillantes et commodes mais trop simplistes pour qu'elles puissent avoir une véritable valeur interprétative. L'ouvrage est accompagné d'une bibliographie extensive (pp. 147-162) constituant un excellent point de départ à des études plus détaillées.

Comme on a pu s'en rendre compte en cours de résumé, plusieurs thèmes sont abordés dans ce travail. Chacun des chapitres est une entité en soi et pourrait constituer une publication séparée; les transitions entre chacune des parties y font totalement défaut. On y découvre donc mal la nature des rapports entre les différents facteurs en présence (milieu physique, le travail, le capital, les marchés, les politiques gouvernementales, etc.) et leur action sur le phénomène total. À la fin de l'ouvrage, on s'attend à ce que les

auteurs reprennent précisément les éléments qu'ils ont analysés pour en dégager, si provisoirement soit-il, les grandes lignes d'une théorie générale de la localisation des activités agricoles. On doit tout au plus se contenter d'un rappel des différentes tentatives effectuées dans le cadre de la régionalisation agricole.

Étant donné l'absence d'une plus vaste perspective théorique, l'ouvrage de Morgan et Munton nous apporte peu d'éléments nouveaux sur celui de Gregor (*Geography of Agriculture : Thems in Research*) publié une année auparavant. Le premier a cependant le désavantage d'être plus aride, ou d'un commerce plus sévère, que le second.

Luc BUREAU
Département de géographie
Université Laval

GADILLE, Rolande (1972) **Les politiques agraires**. Paris, Presses Universitaires de France. 128 p. « Que Sais-Je ? » no 1472.

Les malaises observés un peu partout dans le monde rural traduisent souvent l'inadaptation des structures agraires à l'évolution des conditions socio-économiques et démographiques. Les politiques agraires, si différentes soient-elles d'un pays à l'autre ou d'un système politique à l'autre, ont précisément pour but de remédier à ces inadaptations.

Le plan de l'ouvrage de Rolande Gadille se trouve tout tracé dans ces deux propositions que nous venons d'énoncer. L'auteur analyse d'abord les différentes formes de malaise agraire selon les niveaux de développement économique des pays ou des régions : pays d'économie attardée, pays d'économie développée et pays d'économie socialiste. À ces diverses formes de malaise agraire répondent divers modes d'intervention : *politiques d'orientation* qui réalisent une sorte de réforme agraire larvée (États-Unis, pays d'Europe de l'Ouest, Israël, Afrique tropicale) ; *politiques réformistes* qui mettent en cause l'appropriation du sol tout en prévoyant l'indemnisation des propriétaires expropriés et la redistribution des terres récupérées, par lots, aux paysans sans terre (Bassin méditerranéen, Amérique latine, certains États du Moyen et de l'Extrême Orient) ; et *politiques révolutionnaires* condamnant le principe même du droit de propriété individuelle, fut-ce au niveau du microfundium (URSS, Europe de l'Est et du Centre, Chine, Cuba, Algérie).

Ce petit ouvrage a le mérite d'offrir une vaste synthèse des différents efforts d'adaptation des groupes ruraux aux nouvelles nécessités de l'agriculture. Il souffre cependant des défauts de ses propres qualités ; certaines généralisations, certes utiles sur la plan pédagogique, portent souvent à des jugements excessifs ou tout au moins peu nuancés. Ainsi, traitant des politiques agraires d'orientation, l'auteur suggère que celles-ci affectent avant tout les vieux pays de l'Europe de l'Ouest, tandis que les pays neufs du monde anglo-saxon ignorent à peu près toute forme d'intervention. Un tel problème, croyons-nous, ne peut être abordé que dans une perspective historique. Avant de porter de tels jugements sur les politiques agraires des pays neufs, l'auteur aurait eu intérêt à lire les multiples études et les textes de loi portant sur la politique foncière américaine (Hibbard 1924, Robbins 1942, Bellington 1949). On pourrait aussi contester la typologie des formes d'intervention agraire lorsqu'on note que la politique agraire d'Israël est classée dans les politiques « larvées » d'orientation.

Compte tenu de ces remarques, l'ouvrage de Rolande Gadille présente une introduction facile et agréable aux diverses formes de structures agraires dans le monde et aux efforts plus ou moins volontaires pour les modifier.

Luc BUREAU
Département de géographie
Université Laval